

« ON EST FORT.E.S QUAND ON ARRIVE À COMPOSER ENSEMBLE »

DISCUSSION CROISÉE SUR LA LUTTE CONTRE LA LOI TRAVAIL ET LA VIOLENCE D'ÉTAT À RENNES

Propos recueillis par Clémence Durand et Ferdinand Cazalis

Depuis le début du mouvement contre la loi Travail et son monde, les habitant.e.s de Rennes résistent et s'organisent avec une constante détermination. Face à une bourgeoisie ultra-réactionnaire et à l'interdiction de manifester dans le centre-ville décidée par la mairie du Parti socialiste, militant.e.s et non-militant.e.s, syndiqué.e.s et non-syndiqué.e.s ont appris à agir ensemble. Les assemblées interpros et l'occupation de la Maison du peuple dans l'hypercentre de la capitale bretonne ont permis des actions de blocage économique et des manifestations avec un degré de conflictualité particulièrement élevé. Sans gommer leurs contradictions, six participant.e.s au mouvement racontent ici comment ils/elles ont su composer ensemble et affronter les violences policières ou institutionnelles, autant que la désinformation des médias locaux.

- *Xavier, membre du collectif [Place à défendre](#) pour la place Sainte-Anne de Rennes.*
- *Aurélie, membre d'une association d'éducation populaire.*
- *Houria, employée en contrat aidé dans une association d'éducation populaire.*
- *Thomas, étudiant à Sciences-Po, syndiqué CNT et militant Alternative libertaire.*
- *Clémence, étudiante à Sciences-Po.*
- *Jean-Charles, professeur en lycée professionnel, syndicaliste à SUD-Éducation et Solidaires.*

Jef Klak : Comment est né le mouvement social à Rennes ?

Thomas : Les choses ont vraiment commencé avec l'Université Rennes 2, Sciences-Po, les Beaux-Arts, et un peu avec le campus de Rennes 1 où c'était plus progressif. Sciences-Po a été le premier site de Bretagne bloqué. En parallèle du mouvement étudiant, les lycéen.ne.s étaient très investi.e.s en manifestation, avec moins d'AG que dans le degré supérieur, mais tout autant de blocages et de débrayages.

Clémence : Le fait que ce soit Sciences-Po, qu'on pensait plutôt dépolitisé, qui soit parti le plus rapidement ici est assez étonnant. Les étudiant.e.s, parfois à peine sorti.e.s du lycée, ont appris très vite à s'organiser, à fonctionner en AG, bloquer, débrayer. On a vécu la repolitisation d'une génération.

Jean-Charles : C'est heureusement un peu le cas à chaque lutte. On n'apprend que sur le terrain.

Xavier : À Rennes 2, la politisation avait connu un passage à vide par rapport à la décennie 2000. L'administration avait pris des dispositions en ce sens, en engageant des vigiles,

ou en compliquant la diffusion de tracts sur le campus par exemple. Je me souviens encore il n'y a pas longtemps, nous étions invités pour la projection de *La Fête est finie*, un film sur la gentrification à Marseille, que la fac s'apprêtait à interdire sous des raisons fallacieuses. Nous avons dû forcer les choses pour simplement avoir le droit de regarder un film.

Jean-Charles : On était loin des AG du mouvement des retraités, qui avaient eu un contenu politique très riche.

Xavier : Cette fois-ci en tout cas, les étudiant.e.s et les lycéen.ne.s sont quand même parti.e.s au quart de tour contre la loi Travail, sûrement parce qu'ils/elles ont plus le temps, et sont plus disponibles pour la lutte. Les salarié.e.s, au début, la vivent par procuration et peuvent laisser certains secteurs prendre les choses en main...

Thomas : C'est sûr qu'en tant qu'étudiant.e, on ne perd pas forcément une journée de salaire quand on va en manif, on peut toujours récupérer les cours, mais il faut rappeler que beaucoup d'étudiant.e.s sont aussi salarié.e.s, et donc touché.e.s directement. Et puis, ils/elles sont de toute manière assez intelligent.e.s pour comprendre que c'est leur avenir qui est menacé par cette loi. Au final, les gens ne descendent pas dans la rue uniquement contre la loi Travail, on est aussi là contre l'état d'urgence, contre la répression et la criminalisation du mouvement qui sont permises par les outils juridiques développés depuis la COP21. Les gens font le lien entre tout ça : casse législative du droit du travail et renforcement du pouvoir exécutif.

Clémence : Dès la fin mars, la répression s'est vraiment intensifiée, avec le bouclage du centre-ville de Rennes, et les étudiant.e.s ont pu prendre conscience de la violence du pouvoir. Des collectifs de défense collective se sont montés, et ils venaient faire des interventions dans les bâtiments occupés, que ce soit Sciences-Po ou Rennes 2, en aidant à structurer la résistance aux abus policiers.

Comment s'est déroulée Nuit Debout à Rennes ?

Jean-Charles : J'y suis allé deux fois, et n'ai pas vu l'intérêt. J'ai eu l'impression de débarquer sur Mars, avec mon *background* syndical et politique, j'avais pas envie de réinventer le monde. J'ai déjà une vision des choses plutôt claire de la critique sociale. Pendant que certain.e.s discutaient sur une place de ce qu'il faudrait peut-être faire, nous étions déjà quelques-un.e.s à faire...

Xavier : Ce n'était pas écrit d'avance : si Nuit Debout avait été un endroit de rencontre intéressant, on s'y serait investi.e.s. On a eu de superbes discussions à Rennes 2 sur la répression policière dès le début, et on s'est dit qu'on irait à Nuit Debout, en pensant rencontrer des tas de gens prêts à rejoindre la lutte. On aurait bien aimé aller faire des AG au Parlement¹, en mode Nuit Debout. C'était dans l'hypercentre, que la mairie avait interdit pour les manifestations, et cela avait du sens de prendre ce lieu pour nous retrouver. Mais la mairie nous a repoussé.e.s violemment, alors que nous avions seulement l'intention de discuter, avec de la nourriture pour seule arme. La ville a alors proposé de nous installer dans cet espace sans vie qu'est l'Esplanade Charles-de-Gaulle, et des gens se sont dit que c'était chouette. Là, nous avons compris le

clivage : d'un côté celles et ceux qui voulaient bien, voire qui étaient content.e.s d'aller à Charles-de-Gaulle, et de l'autre, celles et ceux qui étaient pris.e.s dans la bataille et qui considéraient l'abandon de l'hypercentre comme une défaite.

Jean-Charles : Il n'y avait pas la dimension d'appropriation de l'espace, comme lors de l'occupation de la Puerta del Sol pendant le 15-M ou peut-être comme à République à Paris, et ça nous semblait un peu léger.

Houria : Il ne faudrait quand même pas caricaturer l'opposition militant.e.s/non-militant.e.s. Toutes les personnes qui veulent s'investir à Nuit Debout ne sont pas dépolitisées. Je ne suis pas trop allée dans les AG de Rennes 2 cette année, mais j'ai passé plus de temps à Nuit Debout. Je ne dirais pas que les gens y étaient dépolitisés, mais en tout cas, ils/elles n'appartenaient pas avant à des groupes militants constitués. L'idée était de se rencontrer, de trouver un lieu pour discuter sans stratégie préétablie, mais pas de la pluie et du beau temps non plus. C'était la première étape de quelque chose, et je pense que nous sommes tout.e.s passé.e.s un jour par là. On se politise petit à petit et on ne peut pas demander aux autres de changer radicalement du jour au lendemain. Ce serait terrible de juger les temporalités des gens, et donc de juger Nuit Debout en y passant une ou deux fois. Et puis Nuit Debout, ce n'est pas un tout bien figé, c'est plein de personnes et de parcours différents. La séparation entre ce qu'il se passait sur l'esplanade Charles-de-Gaulle et les militant.e.s plus aguerri.e.s m'a fait bizarre. C'est un peu comme quand on va faire un blocage et qu'on méprise les personnes qui bossent, qui ne comprennent pas notre venue et protestent parce qu'on les empêche de travailler. C'est à nous de leur donner de l'attention et du temps.

Xavier : On peut assumer qu'il y ait eu une séparation, qui vient aussi de celles et ceux de Nuit Debout, car illes portent malgré tout une position politique, qui me semble faible, en voulant poser une rupture dans l'histoire des engagements politiques et tout réinventer. Mon parcours politique se situe dans une continuité, et je n'ai pas envie que cette histoire soit gommée du jour au lendemain.

Houria : C'est dommage que personne de Nuit Debout ne soit ici pour s'exprimer. Je préférerais qu'on critique la mairie ou la police plutôt que celles et ceux qui essaient de s'organiser, même maladroitement.

Aurélié : Oui, et puis on peut être sensible à tout ce qu'il se passe et juste ne pas pouvoir y participer ! Ces dernières semaines par exemple, avec quelques camarades, nous étions en train d'accompagner une femme victime de violences, et je passais mon temps chez les flics pour demander sa protection. Du coup, je suivais les comptes-rendus de la répression policière dans le centre-ville, et nous, on restait sans réponse pour obtenir que la gendarmerie s'occupe de sauver la peau d'une personne. On voyait les comparutions immédiates affluer pour les manifestant.e.s, mais la mission de service public, de base, de protection de la population n'était pas assurée. Le jour de la grande manif contre la répression policière, les gendarmes nous ont carrément appelées pour nous dire de nous occuper nous-mêmes de notre copine en danger, parce qu'ils ne seraient pas en mesure d'intervenir en cas d'agression. Ils étaient tous mobilisés sur Rennes contre les manifestant.e.s. Le choix est clair : on ne protège pas les gens

qui en ont besoin, on protège les vitrines des banques et des opérateurs de téléphonie.

Houria : Quand tu bosses dans une association, et que tu essaies au quotidien de mobiliser des habitant.e.s pour qu'ils/elles prennent plus de pouvoir sur leur ville, c'est dur de décider de se mettre en grève et d'aller manifester. Même en ayant un contrat de merde, un contrat aidé, et même si la loi Travail me concerne aussi directement, parce que le droit du travail en général me questionne, j'ai eu du mal à franchir le pas. Dans nos associations, on s'auto-exploite très facilement, il n'y a pas forcément besoin de grand patron pour le faire. Du coup, on a du mal à abandonner son poste – mais comme tout le monde, j'imagine.

Comment procède la mairie (Parti socialiste) pour gérer la contestation ?

Jean-Charles : La mairie n'a jamais eu un mot de compassion pour les victimes des violences policières, c'était « Laisse-toi tabasser et ferme ta gueule ». Son seul objectif était de protéger les plus riches des commerçant.e.s du centre en y interdisant tout rassemblement et manifestation, comme si Rennes n'appartenait qu'à eux, comme si nous, on ne comptait pas. Nous sommes allé.e.s un jour en masse devant la mairie pour forcer la maire à nous écouter : « C'est nous aussi, Rennes, on est là, en bas de chez toi. Reçois-nous. » Et elle nous a juste ignoré.e.s. Quand on interdit des zones entières de la ville à l'expression populaire, le Parlement, la place Sainte-Anne, les rues du centre, etc. comment veux-tu rester indifférent.e ?

Xavier : Le lobbying des commerçants (le « Carré rennais² ») pousse à cette interdiction de l'hypercentre, avec des pétitions. C'est le patron de la librairie soit-disant indépendante Le Failler, Dominique Fredj, qui mène l'association.

Houria : Mais cela ne représente que les gros commerçants, il y a d'autres tracts écrits par des bars ou des crêperies qui dénoncent au contraire la militarisation du centre et l'air irrespirable qui y règne depuis l'interdiction. Ceux-là, *Ouest-France* ne les interroge pas. Ça crée deux mondes parallèles, celui où l'on va en manif, où l'on se prend des coups et des grenades lacrymo dans la face, et le monde du lendemain, celui de *Ouest-France* où le sort économique des grosses librairies et des boutiques Orange est censé faire pleurer dans les chaumières.

Xavier : Les commerçants ont demandé au ministre de déclarer le centre-ville en état de catastrophe économique, pour obtenir une aide exceptionnelle à la reconstruction, plus des assurances. En gros, ils vont tout refaire à neuf gratis, et ne sont donc pas vraiment à plaindre.

Thomas : Sur l'ensemble des manifestations, *Ouest-France* ne faisait que reprendre la version de la préfecture. Par exemple, selon les périodes, nous comptons une trentaine, voire une cinquantaine de blessé.e.s par manifestation en moyenne, mais *Ouest-France* titrait : il y a eu trois blessés, un flic, un passant et un manifestant. Les gens qui ne vont pas en manif ne se rendent pas compte de la violence policière, car les journaux n'en parlent pas. Du coup, quand je faisais passer la caisse de l'AG pour le soutien aux victimes au-

près des étudiant.e.s, on me disait : « Mais pourquoi auriez-vous besoin de nous ? » Ils pensent que la police respecte le droit. Or les CRS nous matraquent à la tête, la BAC vise avec leurs LBD au thorax et au visage, ils visent même les équipes médicales en charge de s'occuper des blessé.e.s au FlashBall, les grenades ne sont pas tirées en cloche mais en tirs tendus, les grenades de désencerclement ne sont pas utilisées pour désencercler les CRS mais pour terroriser les manifestant.e.s... Bref, chaque manif est une répétition de violations de la loi dans le cadre du maintien de l'ordre, et ça, ce n'est qu'en étant sur place qu'on peut s'en rendre compte. Après, je ne dis pas que tout irait au mieux si la police respectait le droit à la lettre, mais on voit clairement qu'en ce moment, le but premier, la stratégie politique, est de réprimer le mouvement, de le « casser ». Jouer la répression pour dégoûter du droit de manifester. Qui a envie de se faire arracher un œil par un tir de policier, comme c'est arrivé dernièrement à Rennes ?

Aurélié : Lors de la manifestation contre les violences policières, les discours officiels étaient même : ne sortez pas dans la rue, parce que les manifestant.e.s s'en prennent aux passant.e.s ! Le matraquage des discours du préfet et de la mairie dans les médias contre les « casseurs » est très efficace. À les entendre, on dirait que des hordes de barbares vont arriver de je-ne-sais-où infiltrer les manifestant.e.s pour sacquer la ville. C'est purement et simplement une stratégie de propagande. Il faut garder à l'esprit que Rennes est proche de Nantes, et donc de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, et qu'il y a un enjeu à neutraliser ce qui peut se passer ici. À Nantes, lors des manif en soutien à la ZAD, des policiers en civil infiltrés dans les cortèges poussaient à l'engrenage de violences³. Le but est de diaboliser la résistance à tout prix, empêcher tout mouvement démocratique de s'exprimer en le qualifiant de terroriste.

Houria : Et plus on parle des supposées violences, moins on parle de la loi Travail, du contenu politique, de nos conditions de vie. Tout ce discours sur le fond est remplacé dans *Ouest-France* par les accusations au sujet de vitrines brisées. On parle de débordements, de casseurs, d'activistes, et cerise sur le gâteau, là, on vient d'arrêter une vingtaine de personnes en route vers le métro, et on va les juger pour association de malfaiteurs en vue de la destruction de biens publics, car elles sont suspectées d'avoir voulu mettre de la mousse expansive dans les machines à tickets. Donc pour ce qui a peut-être été une tentative de blocage économique, 19 personnes vont être jugées dans un an, risquant une dizaine d'années de prison, avec d'ici là un contrôle judiciaire toutes les semaines, une interdiction de manifester, et surtout de se voir les un.e.s les autres, alors qu'il y a des colocs, des ami.e.s, des amante.e.s et des sœurs. En gros, on voudrait nous reprocher de nous organiser. Mais comment faire autrement quand on sait que manifester veut dire nécessairement se confronter à une armada de flics surarmés, violents et irrespectueux du droit ? On devrait rester chez soi tout.e.s seul.e.s ? Ben non, on y va, on se protège, on s'organise. Même les mamies syndiqué.e.s viennent avec des casques et des lunettes de plongée pour tenir le coup contre les lacrymos et les matraques. En face, ils nous confisquent les sérums physiologiques, censés soulager les brûlures dues aux gaz – pour bien qu'on souffre !

Jean-Charles : C'est une répression à plusieurs étages : médiatique, politique, policier, judiciaire. Mais au final, se servir de la force, cela dit la faiblesse du pouvoir. Quelle sera l'étape d'après s'il n'y a plus d'essence ? On envoie l'armée ? On appelle la NASA ?

Comment s'est passée l'occupation de la Maison du peuple ?

Houria : La prise de cet ancien bâtiment syndical, juste à côté de la place Sainte-Anne, nous a permis de créer un point de réunion entre militant.e.s et non militant.e.s. On n'avait pas besoin d'une invitation, on pouvait venir avec des potes, ou tout.e seule.

Jean-Charles : On s'est retrouvé.e.s là-dedans, dès le premier jour, avec plein de composantes qui ne se connaissaient pas forcément bien. Il a fallu du temps pour discuter, pour commencer à se connaître, à poser des cantines, une radio au bout de deux jours, Radio Croco. Faire des choses ensemble a créé des liens phénoménaux, entre nous tou.te.s. On s'est retrouvé.e.s sur le commun qu'on partageait, la lutte, en oubliant tout le reste, nos désaccords, nos divergences politiques ou philosophiques. On a passé énormément de temps à discuter dans cette Maison du peuple.

Thomas : L'aspect le plus important de ce mouvement, ce sont tous les liens, tous les ponts qui ont pu être faits entre les différents groupes du milieu militant rennais. Par exemple, des autonomes qui parlent à des syndicalistes, qui commencent à se connaître les un.e.s les autres. Cela restera un atout de taille pour les années à suivre. À Vern-sur-Seiche, lors l'action de blocage du dépôt de pétrole, on est allé.e.s parler aux militant.e.s de base de la CGT, et on s'est rendu compte qu'il ne fallait pas juger le syndicat comme un bloc : il existe des rapports de force entre la base et la direction. C'est comme dans nos AG de l'Interpro : même pour la Maison du peuple, certain.e.s voulaient que ça devienne un centre social autogéré, d'autres imaginaient un lieu de vie. Ce mouvement est loin de ressembler à la petite maison dans la prairie, il y a des divergences politiques, mais on essaie tant bien que mal d'agir sur le commun.

Xavier : C'est à la fois fort et fragile, cette composition. L'occupation de la Maison du peuple, dans sa forme et dans sa durée, montre bien qu'on est fort.e.s quand on arrive à composer ensemble. Le pouvoir, en face, joue la séparation : entre syndiqué.e.s et non-syndiqué.e.s, entre syndicats, entre gentil.le.s manifestant.e.s et barbares casseurs/euses. Au moment de l'occupation, des personnes avaient parfois des perspectives non stratégiques, et nous renvoyaient ces séparations-là, en voulant refermer le lieu sur lui-même et biaiser les rencontres. Les discours dominants ont leurs effets, et on doit sans cesse se battre pour répéter la pertinence des diverses modalités de lutte, la légitimité de chacune, et éviter que telle ou telle composante soit condamnée par une autre.

Houria : Il y a tout.e.s celles et ceux qui sont organisé.e.s depuis longtemps déjà, mais il y a aussi tou.te.s les invisibles, celles et ceux qu'on ne nomme pas, parce que c'est des gens qui sont venus par hasard, parce qu'ils ont entendu parler de l'ouverture du lieu. La Maison du peuple leur a permis d'avoir

un espace commun pour venir à la rencontre. Et pour ces personnes, c'est pas vraiment facile d'intégrer des groupes déjà organisés.

Xavier : Et ce lieu est en plein hypercentre ! Qui avait été interdit ! Beaucoup de manifs s'étaient depuis cristallisées à juste titre sur le fait qu'on nous prenait notre ville, avec beaucoup d'affrontements autour de cette question, et par un concours de circonstances, c'est pile-poil là qu'on a repris un lieu !

Houria : Tout le monde a appris de l'expérience des AG. Des groupes de gens ont essayé d'organiser des assemblées les plus fluides possible. On est pas resté.e.s hyper longtemps, il y a des petites choses qui ont pu se mettre en place, des comptes rendus, des ordres du jour écrits sur des bouts de papier, des prises de paroles qu'on a essayé tant bien que mal d'organiser, des discussions sur les prises de parole et les modalités de vote.

Jean Charles : L'organisation de ces AG n'était pas au top, il faut le reconnaître. Une AG de lutte, c'est pas Nuit debout : t'es pas là pour exprimer tes sentiments, il faut prendre la parole pour essayer d'apporter quelque chose au mouvement.

Xavier : Je voudrais revenir sur les choses intéressantes qu'ont produites les syndicats et les milieux autonomes : cantines, concerts, Radio Croco⁴, conférences... Tout ça donnait aussi une visibilité. Le côté syndicalisme combatif, les actions et les blocages s'est mêlé au reste : la radio, les cantines... qui invitaient des gens extérieurs à venir. On a organisé des concerts qui déchiraient, et on servait des pizzas à des centaines de personnes... Le but n'est absolument pas de se couper de la tradition syndicaliste, mais il faut aussi une dimension autre, que porte le milieu autonome, en termes d'imaginaire, pour ouvrir des perspectives...

Clémence : C'était difficile de tout mettre en place, de tout organiser en même temps, parce qu'il y avait énormément de choses à penser à la fois, d'un côté la politique générale, par rapport à la lutte en cours, et de l'autre des choses très pratiques, comme défendre le lieu... Il fallait qu'on mette en place une organisation tous les soirs : on ne savait pas du tout à quel moment il pourrait y avoir une expulsion. C'est une expérience qui a été géniale, et en même temps pleine de tensions – et c'est aussi ces tensions-là, comment les résoudre, qui ont rendu l'expérience intéressante. Empêcher les expulsions, s'organiser sur des tours de garde, se dire qu'on va passer 2-3 heures sur un toit, ensemble, à guetter, s'il n'y a pas les flics qui débarquent dans telle ou telle rue... Une espèce de bastion populaire à défendre en plein centre-ville de Rennes.

Xavier : Le tout sans oublier le lien avec l'extérieur. La veille de l'expulsion, il y a eu un blocage du centre de tri de La Poste au Rheu. L'expulsion de la Maison du peuple était imminente, on le savait, mais on s'est dit il fallait aussi continuer les blocages économiques, et notre soutien à l'action au Rheu a été vraiment le bienvenu.

Houria : Même après l'expulsion, on a continué à occuper la place Sainte-Anne, autant qu'on pouvait, en jouant au foot ou en organisant des AG, des départs en manifs sauvages... Cette place, elle est à nous.

Aurélié : C'est un espace un peu plus privatisé chaque année : la construction du palais des congrès, les cafés qui gri-

gnotent toujours plus sur la place, la disparition des bancs publics... Bref la progressive impossibilité de s'asseoir sans payer !

Finalement, le Raid est intervenu pour expulser la Maison du peuple. Comment faites-vous face à la répression et aux violences policières ?

Aurélié : Le gouvernement et les médias tentent sans cesse d'inverser le rapport de forces dans les discours. Ils ont une armée, avec des services de renseignement, des moyens pas croyables, et ils essaient de faire passer la contestation pour un groupe terroriste ultra organisé. Or de leur côté, la logique de terreur est montée d'un cran, clairement, si tu compares par exemple avec le mouvement contre la réforme des retraites. Aujourd'hui, tu rentres chercher ta baignole après une manif, et tu peux te faire défoncer par des grappes de bakeux qui t'ont suivi.e. À Toulouse, les voltigeurs, interdits en 1986 après avoir tué Malik Ousseki, ont refait leur apparition.

Xavier : Et puis, on fait gaffe maintenant à ce qu'on raconte dans l'espace public ou quand les téléphones sont allumés, on se sent écouté.e.s. Le but de la surveillance est aussi de nous rendre méfiant.e.s, sur la défensive, peu accueillant.e.s à l'égard de celles et ceux qui veulent rejoindre le mouvement. On doit faire attention à ne pas tomber dans ce piège-là.

On sent qu'on a affaire à une police politique...

Jean-Charles : Les locaux syndicaux de SUD avaient été prêtés pour des permanences de la défense collective. Et ça n'a pas raté : on a reçu la visite des flics peu de temps après. Que la police se permette de rentrer dans des locaux syndicaux, c'est quelque chose de nouveau, et d'assez grave. On vit dans un gouvernement par la peur.

Houria : Je suis allée au tribunal pour assister aux comparutions immédiates, notamment de gens qui se sont fait choquer par la BAC, pour avoir supposément lancé des cailloux, sans forcément atteindre les forces de l'ordre. Le procureur a requis des peines de trois mois à 6 ans ferme. Des gens se font donc arrêter au hasard à la fin des manif, puis condamner pour l'exemple sur la base de procès verbaux écrits par la police, avec des défenses qui ne sont pas assez préparées. Et au tribunal, le juge pose des questions incroyables : « Pourquoi vous venez en manifestation ? Pourquoi vous êtes syndiqué.e ? Pourquoi vous êtes contre la loi Travail ? » ! On doit encaisser toute cette violence-là qu'on ne cite pas dans les journaux. Après l'expulsion de la Maison du peuple, une fille me racontait qu'elle se réveille encore en sursaut quand le vent fait claquer une porte chez elle, angoissée qu'on vienne la chercher. Personne ne parle des traumatismes que de telles situations peuvent engendrer. Et ce n'est pas nous qui les créons : c'est le pouvoir, en nous empêchant de nous exprimer, qui fabrique cette violence qu'on ne voit pas sur les photos ou dans les vidéos.

Xavier : Il y a la police, mais il ne faut pas oublier la structure dont ils dépendent, tous ceux qui sont au-dessus, le préfet, la mairie, le ministre, leurs équipes, les services de renseignement...

Houria : Quand on va manifester, désormais, on sait à l'avance qu'on va avoir affaire à des murs anti-émeute, des canons à eau, des hélicos... Des fois, on y trouve même des côtés hyper pratiques : si t'arrives un peu en retard à la manif, tu lèves la tête et tu suis l'hélico pour rejoindre les ami.e.s ! Tu vois les réflexes qu'on a acquis à Rennes ? ! Le soir, tes potes ou ta famille t'appellent : « Ça va ? T'es là, t'es libre ? T'es pas en garde à vue ? T'es pas blessé.e ? »

Xavier : On a l'impression que le seul fait d'aller en manif devient un acte militant fort. Mais on ne va pas se laisser intimider : on est fier.e.s de ce qu'on fabrique depuis le début de cette lutte !

NOTES

1. Le palais du Parlement de Bretagne, souvent appelé simplement le Parlement de Bretagne, construit au XVII^e siècle, fut le siège du Parlement de Bretagne de sa construction jusqu'à sa dissolution par la Révolution française en février 1790. C'est aujourd'hui le lieu de la Cour d'appel de Rennes.

2. Le Carré Rennais est un lobby rassemblant plus de 1500 commerçants à Rennes : bars, restaurants, magasins, services... entretenant des relations étroites avec Rennes Métropoles, la CCI ou la préfecture, l'association est à l'origine d'une pétition demandant à la maire « l'interdiction de manifester le samedi et la tenue d'une table ronde pour obtenir une compensation à la perte de chiffre d'affaires. ».

3. « Cet homme est-il un « casseur » ? Non, c'est un policier », Vladimir Slonska-Malvaud, *Reporterre*, 3 novembre 2014.

4. Si Radio Croco n'est plus diffusée sur les ondes depuis l'expulsion de la maison du peuple, elle s'écoute en streaming sur <http://mixlr.com/radiocroco/>